

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

SANS-PAPIERS, UNE SEULE SOLUTION :

liberté de circulation

L'été 2006 aura a nouveau été celui de la répression contre les sans-papiers. Tout avait pourtant bien commencé avec la reculade de Sarkozy sur la question des jeunes sans-papiers et de leurs familles. Face à la mobilisation exemplaire du Réseau Education sans frontières (RESF), aux appels à la désobéissance relayés par plusieurs dizaines de milliers de personnes, le gouvernement a été obligé de céder sur la régularisation des familles d'enfants scolarisés.

Mais à cette victoire a succédé très vite la désillusion : dès le 13 juillet, il était clair que le gouvernement ne « lâcherait » pas plus de 6 000 régularisations. Pour les 24 000 autres familles, et pour les milliers de jeunes majeurs exclus de la régularisation, ce serait le fichage, la répression et pour certains l'expulsion. En agitant son pantin Arno Klarsfeld devant les télévisions, Sarkozy a cherché à justifier les quotas qu'il avait fixé. Il trouve aujourd'hui en face de lui une mobilisation qui ne cesse de grandir. Plusieurs familles sont aujourd'hui cachées par les militant(e)s du RESF, d'autres le seront demain.

CACHAN : LA HONTE

L'expulsion du squat de Cachan le 17 août a marqué un nouveau pas dans la politique raciste menée par Sarkozy. Confronté au mouvement de solidarité avec les sans-papiers, la réponse a été de mettre à la rue les centaines d'habitants du CROUS de Cachan. Rien ne l'y obligeait, si ce n'est sa volonté de créer un « contre-feu » médiatique, comme on dit en tactique politicienne. Depuis, les évacués de Cachan mènent une lutte exemplaire. Ils se heurtent à la xénophobie du

gouvernement, qui oppose les mal-logés de Cachan aux mal-logés nationaux et fait des sans-papiers en lutte les responsables d'un irréel « appel d'air » vers l'Europe.

LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION !

Les sans-papiers, utilisés et rejetés au gré des intérêts et de l'opportunisme des dirigeants politiques et économiques, tendent un miroir grossissant à un ordre social international et hexagonal fondé sur les inégalités économiques, sociales et politiques inhérentes au capitalisme. Ils focalisent les stéréotypes racistes qui imprègnent la société française, particulièrement contre les ressortissants des anciennes colonies. Les expulsions ne servent que d'argument électoraliste démagogique. Les migrants continueront à migrer, les patrons d'exploiter leur vulnérabilité, et les politiciens d'agiter le spectre du chômage et de la délinquance pour que le système continue. L'unique solution pour qu'il n'y ait plus de sans-papiers est... de les régulariser, et de donner aux nouvelles arrivants l'accès à des conditions dignes de travail et de résidence.

Face au fantasme de l'« invasion », au mythe du contrôle des frontières dont on a constaté au Maroc et en Espagne la force meurtrière, à l'ineptie des quotas qui réduisent les individus à leur force de travail ; face aux politiques d'Etat et aux pratiques patronales qui créent et entretiennent des poches de précaires parmi les précaires ; face aux pratiques intolérables des forces de répression qui humilient, violentent, bâillonnent des pans entiers de la population, nous opposons **la liberté de circulation et d'installation et l'égalité des droits.**

La liberté de circulation et d'installation est aujourd'hui la seule politique réaliste face aux demandes de protection et, d'émancipation de millions de femmes et d'hommes. Toutes les législations de fermeture et de répression ont montré leur danger, leur inhumanité, leur inefficacité et aucun exemple dans l'histoire ne vient étayer le fantasme de l'invasion que créerait cette ouverture des frontières. Les ressorts de l'exil sont autrement plus complexes et douloureux que les mesures que peuvent prendre les Etats.

Cette liberté de circulation et d'installation est inséparable du combat révolutionnaire, qui exige une véritable répartition des richesses à l'échelle mondiale et une transformation radicale des rapports sociaux et économiques. Elle est inscrite dans le combat contre le dogme nationaliste des frontières, qui a été toujours porteur de haine et de guerre.

C'est par le développement de pratiques fédéralistes et autogestionnaires, dans les quartiers et les entreprises, en France comme partout dans le monde que nous battons en brèche le capitalisme et les Etats-nations.

C'est par la solidarité avec les migrants dans leurs revendications pour leurs droits que nous ferons avancer les droits de tous.

Alternative libertaire

BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVP.

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....